

Expression → Bastien Gibert, conseiller **Momagri**⁽¹⁾, dénonce l'importance secondaire accordée à l'Agriculture par rapport à la Santé et à l'Education, alors que ces trois secteurs constituent les trois piliers économiques du développement de toute région.

« L'agriculture : le parent pauvre du développement ? »

« **L**e monde est engagé dans une course entre croissance démographique et croissance économique. Pour l'instant, le second gagne. Conséquence de cela : le nombre de pauvres diminue mais en nombre absolu, la pauvreté augmente et elle se concentre ». C'est en ces termes que Joseph Stiglitz, prix Nobel d'Economie en 2001, soulignait en 2006 l'impétueuse nécessité d'initier une mondialisation à visage plus humain.

L'issue de cette course est capitale, et les enjeux n'ont peut être jamais été aussi grands. En témoignent le récent dépassement du seuil fatidique du milliard d'individus souffrant de la faim dans le monde dans une période de crise économique globale avérée.

Comment faire pour réduire durablement le nombre de pauvres dans le monde tout en favorisant la croissance économique mondiale ?

Telle est la question à laquelle il convient de répondre de toute urgence, depuis que les récentes crises économique et alimentaire nous ont fait prendre conscience de la grande vulnérabilité de nos sociétés et des menaces réelles d'un collapsus global et irréversible.

La communauté internationale ne pourra inverser durablement cette tendance qu'en agissant prioritairement et conjointement sur trois leviers : la Santé, l'Education et l'Agriculture.

Soigner, éduquer et nourrir constituent en effet les trois piliers du développement économique de toute région. On ne peut en effet pas soigner un individu correctement si ce dernier n'est pas convenablement nourri. Cela est tout particulièrement vrai dans les pays fortement touchés par le virus du Sida, comme en témoigne le Pr. Marc Gentilini, ancien Président de la Croix Rouge Française.

Aussi, ces trois secteurs de-

vraient connaître, selon toute logique, une augmentation continue de leur budget et des dépenses publiques, du fait de leur dimension non seulement universelle, mais également stratégique pour tous les pays du monde.

Or, la comparaison de dépenses publiques allouées pour chacun de ces secteurs reflète une réalité toute autre, et inquiétante au regard des enjeux futurs, notamment alimentaires.

S'il ressort logiquement une dichotomie entre les dépenses réalisées par les pays riches et les pays pauvres pour chacun de ces trois secteurs, une tendance de fond et commune à tous les pays, s'observe : l'évolution négative des dépenses relatives à l'Agriculture en termes de PIB par rapport à celles, positives, réalisées dans le domaine de la Santé ou de l'Education. En effet, alors que les dépenses de Santé sont passées en France de 3.8% en 1960 à 11.1% du PIB en 2006, en Allemagne de 6 à 10.6 %, aux Etats-

Unis de 5.1 à 15.3 % ; de même les dépenses d'éducation ont partout augmenté, pour atteindre 6 % du PIB en France en 2006, 5 % en Allemagne ou 7.5 % aux Etats-Unis. Or, sur la même période, on assiste à un recul marqué de la part de l'Agriculture dans les PIB : de 3.4 % en 1990 à 2.9 % pour l'Union Européenne, de 6.1 % à 4.4 % pour les Etats-Unis et de 32 % à 28 % pour les pays d'Afrique.

Deux enseignements peuvent être tirés

Tout d'abord, tout comme les sous investissements cumulés en Agriculture n'ont pas permis d'atteindre les Objectifs du Millénaire en termes de réduction par deux du nombre de personnes sous alimentées dans le monde entre 1990 et 2005, les sous investissements réalisés aujourd'hui aggraveront la situation et ils affecteront également l'atteinte des objectifs visés en termes de Santé publique et d'Education.

Ensuite, cette évolution des

dépenses agricoles, contraire à toute logique économique, témoigne non seulement de l'importance secondaire accordée à l'Agriculture par rapport à la Santé et à l'Education, mais surtout de l'absence de toute considération stratégique. Aussi, une réelle menace pèse sur l'avenir et plus particulièrement sur l'Agriculture dans sa capacité à nourrir le monde, en quantité et en qualité.

Ne sacrifions donc pas l'avenir du monde sur l'autel de considérations idéologiques et politiques faisant du marché dérégulé le moteur unique du développement, alors que la période récente vient d'en démontrer les lacunes et imperfections. Au contraire, cherchons à promouvoir une croissance plus stable et plus pérenne en misant sur des actifs durables et réels, tels que l'Agriculture, dont on sait par ailleurs qu'ils seront toujours indispensables à notre développement futur.

(1) Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture